

Peter Mertens

Ruben Ramboer

TOUT CE
QU'IL FAUT
SAVOIR SUR LA
**NORME
TRUMP**
DE
5%
ET SUR
L'OTAN



**TOUT
BASCULE**





en collaboration avec



Lava

n.f. (de l'italien lava, latin labes)
Matière en fusion, extrêmement
riche en minéraux nourrissants.
La lave solidifiée constitue un
terreau d'une fertilité sans égale.

Lava est une revue de critique
sociale et d'analyse marxiste. Lava
est un outil tant intellectuel que
politique pour constituer un contre-
courant face aux tenants de la doxa
néolibérale.

Lava publie une revue trimestrielle
et un site web, en français et
en néerlandais.

Rédaction en chef

Ruben Ramboer (rédacteur en
chef), Daniel Zamora

Graphisme & illustrations

Timothée 'redkitten' Génot

Équipe

Sacha Moens (secrétaire de
rédaction), Maarten Geeroms
(rédacteur final), Gen Ueda
(rédacteur final), Gaspard Dancot,
Isabelle Tomasevic

Conseil de rédaction

Martin Dupont, Adrian Thomas,
Karim Zahidi

Editeur responsable : Lava Media
ASBL, Rue Vandenboogaerde 19
B4, 1080 Molenbeek-Saint-Jean

Première partie

La norme Trump de 5% casse notre sécurité sociale

- 1 Un sommet crucial de l'OTAN
à La Haye
- 2 La norme de 5% est une
norme Trump
- 3 Trump joue l'Europe contre
l'Asie et l'Asie contre l'Europe
- 4 Cette norme Trump sonne le
glas de notre sécurité sociale
- 5 La norme OTAN n'est pas
contraignante
- 6 L'OTAN dépense déjà des
sommes astronomiques
- 7 L'OTAN comme instrument
de domination mondiale

La première partie de cette brochure
est basée sur le cinquième épisode
du podcast «Tout Bascule» de Peter
Mertens. Nous y évoquons le sommet
de l'OTAN de juin 2025, à La Haye.
Un sommet qui, si ça ne dépendait
que des chefs de l'OTAN, remettrait
en question notre sécurité sociale
pour une course aux armements sans
précédent. Nous y abordons la folie
de la norme de 5%, le fait que celle-ci
n'est absolument pas contraignante
et, surtout, la question cruciale : qui
paiera la facture au final ?

Deuxième partie

L'OTAN, une machine de guerre agressive

- 1 Rétablir «l'éthique
guerrière»
- 2 L'OTAN n'a jamais été une
alliance de paix
- 3 «Keep the Soviet Union out,
the Americans in and the
Germans down»
- 4 Les guerres de l'OTAN
- 5 L'expansion de l'OTAN vers
l'est de l'Europe
- 6 L'encerclement de la Chine
ou le principe de la grenouille
ébouillantée

Dans la deuxième partie de cette
brochure, nous abordons l'histoire
de l'OTAN, ses objectifs, ses guerres
et ses opérations actuelles contre
la Chine. L'OTAN a-t-elle jamais été
une alliance défensive ou a-t-elle
toujours été une machine de guerre
agressive? Pourquoi l'OTAN a-t-elle
continué d'exister après la disparition
de l'Union soviétique, et qu'est-ce
qui a motivé sa volonté d'étendre son
alliance à l'est de l'Europe? Comment
se fait-il qu'une organisation se
voulant «nord-atlantique» ait désor-
mais le viseur braqué vers le sud, sur
la région indo-pacifique ?
Voilà les enjeux sur lesquels nous
tenterons d'apporter des éclaircis-
sements dans cette brochure «Tout ce
qu'il faut savoir sur la norme Trump
de 5% et sur l'OTAN».

Première partie

La norme Trump de 5% casse notre sécurité sociale

1. UN SOMMET CRUCIAL DE L'OTAN À LA HAYE

Le sommet de l'OTAN n'est pas juste une petite réunion diplomatique. Des chefs d'État et des ministres des Affaires étrangères et de la Défense des 32 pays membres se réunissent pour décider de milliards d'euros de dépenses de défense.

Mais c'est quoi l'OTAN, au juste ?

L'OTAN, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, est une alliance militaire fondée en 1949 comptant, à l'origine, 12 pays membres, dont la Belgique, les Pays-Bas, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. L'OTAN a été créée pendant la guerre froide comme un instrument militaire contre l'Union soviétique. L'Union soviétique n'existe plus depuis longtemps. Pourtant, l'OTAN a continué d'exister en tant qu'alliance militaire. Elle s'est même élargie : aujourd'hui, elle compte 32 États membres.

L'OTAN organise régulièrement un sommet avec les dirigeants gouvernementaux et les ministres de ses États membres. Son prochain sommet se tiendra à La Haye (Pays-Bas) du 24 au 26 juin.

Le gouvernement néerlandais démissionnaire a débloqué 95 millions d'euros pour organiser le sommet. La police néerlandaise parle de «la plus grande opération de sécurité de son histoire» et demande

qu'aucun autre événement n'ait lieu ailleurs dans le pays pendant le sommet.

Ce qui est clair, c'est que ce sommet de l'OTAN n'est pas un simple rituel diplomatique entre quelques ministres de la Défense. Les décisions qui s'y prendront porteront sur des milliards d'euros, sur la direction que l'Europe doit prendre et, surtout, sur qui va payer la facture.

Écoutez ce que le chef de l'OTAN, Mark Rutte, a déclaré le 9 juin : «Pendant le sommet de La Haye, je m'attends à ce que les dirigeants des pays alliés acceptent de dépenser 5% de leur PIB pour la défense. Ce sera un engagement de l'OTAN dans son ensemble. Et un moment décisif pour l'Alliance.»¹

Mark Rutte, le secrétaire général de l'OTAN, a ainsi déclaré qu'il s'attendait à ce que les 32 États membres de l'OTAN acceptent désormais de dépenser 5% de leur richesse nationale pour la défense. Une «obligation», selon lui. Ce n'est absolument pas le cas, ce n'est pas une obligation, nous y reviendrons. Mais il s'agit donc de milliards d'euros.

L'OTAN veut que chaque pays consacre désormais 5% de son PIB à la défense. Selon Mark Rutte, ce montant peut être divisé en deux parties : «Ce nouveau plan de dépenses en matière de défense comporte deux volets : 3,5% seront investis dans nos besoins militaires essentiels, tandis que le reste ira aux infrastructures et à d'autres investissements dans le domaine de la défense.»²

Il est donc prévu de répartir ces 5% entre les dépenses militaires dures, d'une part, et les infrastructures militaires et la cybersécurité, d'autre part. Comment y parvenir ? Les avis sont partagés :

- La Belgique, l'Espagne et le Royaume-Uni proposent de répartir ce montant entre 3% pour les dépenses militaires dures et 2% pour les infrastructures militaires.
- La France, l'Italie et les Pays-Bas proposent, pour leur part, de répartir les 5% en 3,5% pour les armes et 1,5% pour les infrastructures.

Peter Mertens

Peter Mertens est secrétaire général du PTB et député fédéral. Sociologue de formation, il est l'auteur de *Mutinerie. Comment le monde bascule* (Agone, 2024) et anime le podcast mensuel *Tout Bascule*.



Ruben Ramboer

Ruben Ramboer est rédacteur en chef de *Lava*. Il a fait des études d'ingénieur commercial, de sciences politiques et d'économie européenne à la VUB et à l'ULB. Il a été rédacteur en chef de *Solidaire*.



Les délais de mise en œuvre feront également l'objet de discussions. Mais quoi qu'il en soit, on parle ici de sommes colossales pour acheter plus de chars, plus d'avions, plus de munitions, et plus d'infrastructures destinées à faire la guerre. Avec toutes les conséquences que cela implique pour nos retraites, nos soins de santé et notre sécurité sociale : nous y reviendrons.

2. LA NORME DE 5 % EST UNE NORME TRUMP

Mais commençons par le commencement : d'où sort ce chiffre de 5% ?

La réponse est simple : de Donald Trump. Au troisième jour de son second mandat présidentiel, le 23 janvier 2025, Donald Trump a tenu une conférence de presse dans le Bureau ovale. Un journaliste lui a posé la question : « Vous évoquez 5%, mais les États-Unis eux-mêmes ne consacrent pas 5% de leur PIB à la défense. Pourriez-vous nous éclairer sur ce point ? » Et Donald Trump de répondre : « Nous les protégeons, eux, mais nous ne nous protégeons pas nous-mêmes. Je ne suis même pas convaincu que nous devrions dépenser quoi que ce soit, mais nous devons les aider. Pour cela, ils doivent revoir à la hausse leur norme de 2% à 5%, oui. »³

Voilà, la norme de 5% ne s'applique pas aux États-Unis, mais bien aux Européens, comme cela a été clairement établi dès le début de la présidence de Trump.

Ce qui nous amène à la question suivante : pourquoi Donald Trump souhaite-t-il cela ?

Bien sûr, parce que cet argent sera principalement consacré à l'achat d'armes et de matériel en provenance des États-Unis. Mais ce n'est pas la seule raison.

Trump veut que les Européens dépensent 5% pour la défense parce qu'il veut que les États-Unis puissent se concentrer sur la Chine. Selon Trump, c'est le véritable ennemi des États-Unis.

Toute l'opération consistant à faire payer 5% aux États membres européens sert donc un objectif fondamental : permettre aux États-Unis de se concentrer sur leur ennemi juré, la Chine.

Ils le disent ouvertement. Il suffit d'écouter Pete Hegseth, le

secrétaire à la Défense de Trump : « Nous restons fermement convaincus que le «N» dans l'acronyme OTAN désigne l'Atlantique Nord et que nos alliés européens doivent maximiser leur avantage relatif sur le continent. Et grâce au président Trump, c'est exactement ce qu'ils font. Et comme nos alliés partagent le fardeau, nous pouvons nous concentrer davantage sur la région indo-pacifique, qui constitue notre théâtre d'opérations prioritaire. »⁴

Tout est dit, c'est clair comme de l'eau de roche : les Européens devraient payer davantage pour que les États-Unis puissent se concentrer sur leur « théâtre prioritaire », l'Indo-Pacifique.

Il s'agit en somme de l'encerclement militaire de la Chine. Les États-Unis disposent déjà de bases militaires au Japon, en Corée du Sud et aux Philippines, ils patrouillent en mer de Chine méridionale, ils ont des traités de coopération avec l'Australie et l'Inde- et ainsi de suite. Et ils cherchent à accroître la pression sur la Chine.

Revenons un instant au chef de l'OTAN, Mark Rutte. Celui-ci s'est exprimé le 9 juin, devant une assemblée restreinte à Chatham House, à Londres : « Cette conviction profonde que la sécurité de l'Europe, du Canada et des États-Unis est étroitement liée, y compris sur le plan pratique, est donc profondément ancrée aux États-Unis. »⁵

Le lien est « profondément ancré », dit M. Rutte. Et la menace de Trump de s'emparer du Groenland ? C'était pour rigoler peut-être ? Que dire alors du vice-président JD Vance et de ses propos désobligeants envers les Européens ? Les larmes des diplomates européens, elles n'étaient pas vraies ? Et les guerres tarifaires de Trump contre l'Europe ? Pas 20%, pas 30%, pas 40%, mais bien 50% sur l'acier et l'aluminium. C'est ça, le « lien profondément ancré » ? Qu'avez-vous à dire, M. Rutte ?

Laissons Mark Rutte s'exprimer plus avant : « Dans le même temps, les États-Unis ont d'autres préoccupations, telles que le Pacifique, le Moyen-Orient et l'Afrique, ce qui est tout à fait logique. »⁶

« Tout à fait logique », a dit Rutte. Tout à fait logique. Mais logique pourquoi et logique pour qui ? Pourquoi serait-il logique que Trump s'immisce dans les affaires africaines ? Pourquoi serait-il logique que Trump s'immisce dans la sale guerre au Congo, si ce n'est pour piller encore plus de minerais ? Pourquoi devrait-on trouver logique que Washington s'occupe de la production de nickel en Indonésie ?

Pourquoi serait-il logique que Trump veuille déterminer la politique de sécurité de l'Australie ?

Enfin, Mark Rutte conclut : « Nous dépensons donc davantage afin de permettre aux États-Unis de progressivement se réorienter, par exemple, vers l'Indo-Pacifique. »⁷

Aha ! « Par exemple, vers l'Indo-Pacifique », dit Rutte. Nous devons dépenser des milliards de plus pour que les États-Unis puissent se réorienter, par exemple, vers la région indo-pacifique.

Non, cher M. Rutte, ce n'est pas « par exemple ». C'est précisément de cela qu'il s'agit. Les Européens devraient dépenser des milliards supplémentaires afin que les États-Unis puissent se concentrer sur leur propre programme géopolitique contre la Chine dans la région indo-pacifique.

L'OTAN est un instrument au service de la politique de domination américaine, et c'est nous qui devons en payer le prix.

3. TRUMP JOUE L'EUROPE CONTRE L'ASIE ET L'ASIE CONTRE L'EUROPE

Mais ce n'est pas tout. Les choses vont encore plus loin.

Alors que Trump vient tout juste de convaincre les Européens d'adopter cette norme insensée des 5%, que font les États-Unis ? Eh bien, ils vont dire partout dans le monde : regardez, les Européens dépensent 5% de leur budget dans les armes, vous devez maintenant faire de même.

Voici ce qu'Elbridge Colby, sous-secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis, a déclaré sur X : « L'OTAN s'est fermement engagée à atteindre l'objectif de 5% des dépenses de défense fixé par le président des États-Unis. C'est la nouvelle norme pour nos alliés à l'échelle mondiale, en particulier en Asie. »⁸

Avec cette déclaration, M. Colby reconnaît que la norme vient de « Potus », acronyme de « President Of The United States », autrement dit Donald Trump. Et qu'elle ne se limite désormais plus seulement aux pays de l'OTAN. Non, ce devrait être la nouvelle norme pour tous.

Et ce n'est pas tout. Trois jours plus tard, Elbridge Colby clarifie sa position à tous ceux qui ne veulent pas l'entendre : « Il est difficile de

croire que je dis cela... mais les alliés asiatiques devraient considérer les pays européens comme un nouvel exemple. Les membres de l'OTAN s'engagent à consacrer 5% de leur PIB à la défense, même l'Allemagne. Il semblerait en effet peu judicieux que les pays européens prennent de telles mesures alors que d'importants alliés asiatiques réduisent leurs dépenses face à une menace encore plus grande, sans parler de la situation en Corée du Nord. »⁹

Hallucinant. L'Europe est le nouvel exemple. Regardez l'Europe : ceux qui sont assez fous pour dépenser 5% de leur richesse dans la défense. C'est ça l'avenir. À présent, vous tous en Asie, vous devez également y consacrer 5% de votre budget.

Philippines, Australiens, Néo-Zélandais - tout le monde doit maintenant commencer à dépenser 5% pour l'armement. Trump se sert des Européens, et des ministres et chefs d'État européens béni-oui-oui, pour augmenter l'armement aussi en Asie.

Et où tout ce beau monde va-t-il acheter ces armes ? Eh oui, principalement aux États-Unis et à son industrie de l'armement. Profit, profit, et encore profit. Hallucinant.

Nous nous faisons rouler dans la farine en restant les bras croisés. Ils jouent l'Europe contre l'Asie, et l'Asie contre l'Europe.

Et attention, Elbridge Colby, le sous-secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis, dit tout cela le 31 mai, c'est-à-dire un mois avant le sommet de l'OTAN à La Haye, un mois avant que la norme de 5% ne soit effectivement approuvée.

4. CETTE NORME TRUMP SONNE LE GLAS DE NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE

Cette logique de guerre froide contre la Chine ne nous apportera rien de bon, bien au contraire.

Le coût de la norme Trump est colossal.

S'ensuit un extraordinaire moment de surréalisme à la belge : trois présidents de partis au gouvernement déclarent dans tous les journaux papiers et télévisés qu'ils sont contre la norme de 5% de Trump.

Voici ce qu'ils disent :

« La norme de 5% est complètement folle », a déclaré Bart De

Wever, qui est toujours le vrai patron de la N-VA. « 5% pour la défense, c'est de l'hystérie collective », a déclaré Georges-Louis Bouchez, président du MR. « La norme de l'OTAN de 5% est ridicule », a affirmé Conner Rousseau, président de Vooruit, le parti socialiste au Nord du pays.

Ils y sont donc tous fermement opposés. On serait tenté de croire qu'il n'y a pas matière à débat. Les ministres belges se rendent à La Haye avec un mandat clair : pas un centime d'euro de plus pour l'armement. Dépenser davantage dans les armes, c'est fou, c'est de l'hystérie collective, c'est ridicule.

Nous donnons donc mandat à Bart De Wever, Théo Francken et Maxime Prévot pour s'opposer à toute nouvelle augmentation à La Haye. Ce serait d'ailleurs super logique, vu l'état de notre pays.

Hier, la Belgique consacrait 1,3% de son PIB à la défense. Ça, c'était hier. Dans le cadre de l'accord de Pâques en mars, le Premier ministre De Wever a porté ce taux à 2%. Une augmentation très importante, qui porte le budget de la défense à 12,8 milliards d'euros par an.

Cette augmentation, notre gouvernement ne parvient pas à la financer. Ils ne parviennent déjà pas à financer cette augmentation. Voici ce qu'en dit notre ministre des Affaires étrangères, Maxime Prévot : « Nous devons à présent travailler sur la flexibilité pour nous assurer que ce ne sera pas trop difficile. Nous ne savons même pas encore comment nous allons financer les 4 milliards supplémentaires nécessaires pour cette année afin d'atteindre les 2%. Nous devons donc rester attentifs et prudents. »¹⁰

Voilà, le gouvernement ne parvient pas à financer le passage à 2%. Ils ont utilisé tous les tours de passe-passe, mais ils n'ont aucune idée de comment ils vont faire.

Ils ont donc du mal à atteindre 2%, mais envisagent déjà de passer à 3 ou 3,5%. Cela représenterait 10 milliards d'euros de plus qu'aujourd'hui!

Ils ne sont même pas capables de finaliser un accord pour une taxe sur les plus-values qui rapporterait à peine un demi milliard d'euros. C'est encore le chaos dans le gouvernement pour se mettre d'accord.

Mais dépenser vingt fois plus, soit 10 milliards d'euros en plus par an, ne poserait soudain plus aucun problème. Il nous faudrait donc vingt taxes sur la plus-value pour financer ces dépenses supplémentaires.

Eh bien, nous pouvons parier qu'il n'y aura pas de taxes supplémentaires sur les plus-values, ils ne feront pas payer les riches pour cette folie militaire, ils chercheront l'argent ailleurs, et cet ailleurs, ce sera dans la sécurité sociale.

Si notre gouvernement décide de passer à 3 ou 3,5% pour la défense, nous devons dépenser chaque année 20 à 24 milliards d'euros pour la défense. Et cela ne concerne que la « défense dure », sans parler de la norme Trump de 5%.

3% représentent 20 milliards d'euros par an, soit deux fois plus que ce que nous dépensons chaque année pour les allocations familiales. 3,5%, cela fait 24 milliards d'euros par an, soit huit fois ce que nous dépensons chaque année pour la justice. La même justice qui manque déjà cruellement de moyens, qui est à bout de souffle, alors qu'il pleut dans les tribunaux.

Derrière le débat sur la norme de l'OTAN se joue un autre débat fondamental : celui sur l'avenir de notre sécurité sociale.

C'est un enjeu fondamental. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir de nos pensions, de nos allocations familiales et de la protection sociale. Un débat fondamental qui porte sur des milliards d'euros par an.

5. LA NORME OTAN N'EST PAS CONTRAIGNANTE

Et pourtant... le silence qui règne est assourdissant.

Lors du débat parlementaire du 12 juin, le journaliste Wouter Verschelden a commenté la discussion pour Villa Politica, une émission sur la télévision publique du nord du pays : « Débat intéressant, le silence dans l'hémicycle laisse sentir que l'opposition touche un point essentiel, avec un impact considérable sur le budget, une décision importante concernant les budgets de la défense. Y aurait-il lieu de parler d'un débat fondamental? La vérité est bien sûr que cela ne se décide pas dans cette enceinte, ni même au sein du gouvernement Arizona, mais au niveau de l'OTAN elle-même, et c'est là qu'il convient de faire preuve de solidarité. D'après tout ce que nous entendons, il est très clair qu'il existe un large consensus sur ces 5%, et nous sommes curieux de voir ce que le premier ministre va répondre. »¹¹

Ce que dit ce journaliste est très intéressant :

- 1 Il y a en fait très peu de débat. Il règne un silence assourdissant. Et ce sur la décision la plus importante des dix prochaines années. À l'exception du PTB, presque personne n'ouvre la bouche.
- 2 Cette décision ne sera pas prise au sein de la Chambre elle-même. Elle ne sera pas, non plus, prise au sein du gouvernement Arizona. Ça se décide ailleurs. À savoir : au quartier général de l'OTAN.
- 3 Et troisièmement, il y a consensus sur cette norme de 5%.

Voilà les trois points soulevés par M. Verschelden. Rien de tout ça n'est correct.

L'OTAN a été fondée en 1949. Ce n'est qu'après un demi-siècle d'existence, à l'occasion du sommet de l'OTAN à Riga en 2006, qu'on parle d'une soi-disant « norme OTAN ». Et c'est au sommet du pays de Galles, en 2014, qu'on précise que cette norme serait idéalement de 2%.

Deux observations s'imposent.

Premièrement, cette norme est fondamentalement arbitraire. Aucune raison rationnelle, militaire ou stratégique ne justifie que les dépenses de défense d'un pays soient fixées à un ratio fixe par rapport au PIB. Le PIB ne dit rien des besoins réels d'un pays en matière de sécurité. C'est également la raison pour laquelle on n'a pas parlé d'une telle norme pendant cinquante ans.

Deuxièmement, il n'existe aucun engagement juridiquement contraignant pour une telle norme. Aucun ! La soi-disant norme de l'OTAN n'a aucun statut légal ni fondement dans un traité. On ne peut pas l'imposer juridiquement.

Cette norme est un accord politique, pas une obligation juridique.

Et c'est là le nœud du problème. Les mêmes politiciens qui clament aujourd'hui haut et fort leur opposition à la norme Trump de 5% ne font rien pour l'empêcher.

De Wever, Bouchez, Rousseau - ceux-là mêmes qui qualifiaient la norme de 5% de folle, de ridicule et d'hystérie collective - disent aujourd'hui : on ne peut pas faire autrement, il le faut, on préférerait ne pas le faire, mais il le faut, ce n'est pas nous qui faisons les règles. C'est dommage, mais bon, on n'a pas le choix.

Tout ça, c'est de l'enfumage.

Il y a bel et bien un choix. La norme OTAN n'est pas un accord

juridiquement contraignant. Les États membres de l'OTAN restent souverains sur leur politique de sécurité et de défense.

Souverains, c'est-à-dire qu'ils peuvent prendre leurs propres décisions, suivre leur propre voie, même s'ils sont membres de l'alliance.

Ils peuvent choisir leur propre voie, même au sein de l'alliance.

Le Danemark, la Norvège et l'Espagne - trois membres de l'OTAN - ont rejeté l'installation d'armes nucléaires sur leur territoire, malgré les pressions exercées par l'OTAN. La France, l'Allemagne et la Belgique - trois autres membres de l'OTAN - se sont activement opposés à l'implication de l'OTAN dans la deuxième guerre du Golfe, malgré les fortes pressions exercées par les États-Unis et le Royaume-Uni. La Turquie, aussi membre de l'OTAN, a refusé l'entrée de troupes terrestres étasuniennes sur son territoire pour un front nord.

C'est clair, même au sein de l'OTAN, les États membres peuvent suivre leur propre voie, s'ils le souhaitent.

C'est ce qu'indique explicitement le rapport Harmel de 1967, adopté par l'OTAN. Ce rapport stipule, à l'article 7, que « En tant qu'États souverains, les Alliés ne sont pas tenus de subordonner leur politique à une décision collective. »

C'est très clair. Il n'y a pas de « norme obligatoire », pas de « on n'a pas le choix », pas de « il faut le faire ». Rien de tout cela. Les pays peuvent choisir eux-mêmes ce qu'ils font, ils restent autonomes dans leurs décisions, même s'ils sont membres de l'OTAN.

Si De Wever, Bouchez et Rousseau pensent vraiment que la norme de 5% de Trump est folle, de l'hystérie collective et ridicule, alors ils ont le droit - et même le devoir - d'aller défendre ce point de vue à La Haye. Plutôt que de courber l'échine d'entrée de jeu. Et pourtant, c'est ce qu'ils font. Ils se disent contre, or le Conseil des ministres a décidé que la Belgique défendrait elle-même la norme de 5% à La Haye....

6. L'OTAN DÉPENSE DÉJÀ DES SOMMES ASTRONOMIQUES

Il y a un autre aspect de ce refrain « on ne peut pas faire autrement » qui est vraiment malhonnête. On fait comme si les pays de l'OTAN étaient de pauvres malheureux qui dépensaient des miettes pour la défense.

C'est tout l'inverse. Les chiffres sont hallucinants. Vraiment hallucinants.

En 2024, les 32 pays de l'OTAN ont dépensé ensemble 1 275 milliards de dollars en armements.

Si le sommet de l'OTAN à La Haye décide que ce pourcentage sera désormais porté à 5%, ce ne sont pas 1 275 milliards de dollars que les pays de l'OTAN dépenseront ensemble chaque année, mais bien 2 758 milliards. Donc le double!

C'est plus que ce que tous les pays du monde - c'est-à-dire non seulement l'OTAN mais aussi la Chine, la Russie, l'Inde, Israël, le Japon, l'Ukraine, l'Arabie Saoudite, etc. - dépensent aujourd'hui en armement!

Insistons bien là-dessus. Si les dirigeants de l'OTAN parviennent à leurs fins - donc si Trump obtient ce qu'il veut -, alors les 32 pays de l'OTAN dépenseront bientôt plus pour la défense que le monde entier ne le fait aujourd'hui.

Actuellement, les pays de l'OTAN dépensent déjà douze fois plus que la Russie et quatre fois et demie plus que la Chine. C'est la situation avant l'éventuelle augmentation à 5%. Si la norme OTAN devait passer à 5%, nous ne dépenserions pas douze fois plus que la Russie, mais vingt fois plus. On aura beau appeler cela «la sécurité», mais ce sera sans sécurité sociale, cette fois.

7. L'OTAN COMME INSTRUMENT DE DOMINATION MONDIALE

Officiellement, l'OTAN affirme vouloir résoudre les conflits internationaux de manière pacifique. Mais en pratique, c'est une machine qui alimente l'industrie militaire, qui sacrifie la sécurité sociale pour des chars et des missiles, et qui entraîne nos pays dans une nouvelle guerre froide contre la Chine.

Le 4 juin, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, déclarait à la presse mondiale : «L'OTAN est l'alliance militaire la plus puissante de l'histoire de l'humanité. Elle est même plus puissante que l'Empire romain. Et plus puissante que l'empire de Napoléon. Nous sommes l'alliance de défense la plus puissante de l'histoire du monde.»¹²

C'est ce qu'affirme Mark Rutte. Wow!

L'OTAN est l'alliance de défense la plus puissante de l'histoire mondiale. Tout comme l'Empire romain. Et comme l'empire de Napoléon.

Ces exemples sont très parlants. L'Empire romain n'avait rien d'une alliance défensive. L'Empire romain était une puissance impériale avec une logique claire de conquête, de soumission et de centralisation. Chaque expansion était destinée à renforcer le centre, Rome. Il en va de même pour l'OTAN. Tout renforcement de l'OTAN sert à rendre le centre, Washington, plus fort.

Napoléon n'opérait pas non plus à la tête d'une coalition défensive. Au contraire, il s'est couronné lui-même empereur d'un empire expansionniste, avec des États satellites, des diktats économiques et des campagnes militaires jusqu'à Moscou.

Selon Mark Rutte, l'OTAN est plus puissante que l'empire de Napoléon et plus puissante que tout l'Empire romain.

Si tout cela est vrai, alors que l'OTAN dépense déjà chaque année 1 275 milliards de dollars en armement, pourquoi faudrait-il dépenser encore plus ?

Pourquoi devrait-on dépenser 2 758 milliards de dollars chaque année, donc le double? Pourquoi donc devrait-on démanteler les systèmes de pension et de sécurité sociale pour atteindre ces 5% ?

Mark Rutte répond lui-même entre les lignes : parce que l'OTAN n'est pas du tout une alliance défensive, c'est un instrument de domination mondiale, comme l'Empire romain.

L'OTAN est une machine de guerre. Nous ne lui devons rien.

Il n'y a aucune raison de sacrifier notre sécurité sociale pour leur guerre.

Deuxième partie

L'OTAN, une machine de guerre agressive

1. RESTAURER «L'ÉTHIQUE GUERRIÈRE»

Officiellement, l'OTAN se présente comme une organisation qui cherche à régler les conflits internationaux par des moyens pacifiques. C'est du moins ce qu'ils disent, et c'est également ce que stipule l'article 1 du traité atlantique de l'OTAN.

L'article 1 du traité de l'Atlantique Nord dit ceci : «Les parties s'engagent, ainsi qu'il est stipulé dans la Charte des Nations Unies, à régler par des moyens pacifiques tous différends internationaux dans lesquels elles pourraient être impliquées, de telle manière que la paix et la sécurité internationales, ainsi que la justice, ne soient pas mises en danger, et à s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies.»

À première vue, un message de paix, donc. Mais ça c'est la théorie. Aujourd'hui, même dans le langage officiel des dirigeants de l'OTAN, ce semblant de discours pacifique a disparu.

Prenons l'exemple du secrétaire à la Défense des États-Unis, Pete Hegseth. Celui-ci a déclaré à Singapour le 31 mai : «Le président

Trump m'a donné une mission claire : parvenir à la paix par la force. Pour accomplir cette mission, nos objectifs primordiaux sont clairs : restaurer l'éthique guerrière, reconstruire notre armée et rétablir la dissuasion.»¹³

Et il continue : «Nous équipons les combattants américains de manière à disposer de la force de frappe la plus puissante et la plus meurtrière au monde.»¹⁴

«Restaurer l'éthique guerrière», «la paix par la force», «rétablir la dissuasion», «la force de frappe la plus meurtrière du monde»... Tout cela est à mille lieues du règlement des différends par des moyens pacifiques, tel qu'énoncé à l'article 1 du traité. Le fait est que l'article 1 de l'OTAN n'a jamais véritablement reflété l'intention réelle de l'OTAN. L'OTAN a toujours été une force de combat offensive sous le contrôle des États-Unis.

Pendant ce temps, le chef de l'OTAN, Mark Rutte, reprend le même refrain : «L'histoire nous a appris que pour maintenir la paix, il faut se préparer à la guerre. Les vœux pieux ne nous mettront pas à l'abri. L'espoir n'est pas une stratégie. L'OTAN doit donc devenir une alliance plus forte, plus équitable et plus meurtrière. Une OTAN plus forte signifie dépenser beaucoup plus pour notre défense.»¹⁵

Plus fort, plus meurtrier, plus d'argent pour les armes. C'est presque une déformation orwellienne : «La guerre, c'est la paix». Non, la guerre n'est pas la paix. La guerre est le contraire de la paix.

2. L'OTAN N'A JAMAIS ÉTÉ UNE ALLIANCE DE PAIX

Officiellement, l'OTAN affirme vouloir résoudre les conflits internationaux de manière pacifique. Mais en pratique, c'est une machine qui alimente l'industrie militaire, qui sacrifie la sécurité sociale pour des chars et des missiles, et qui entraîne nos pays dans une nouvelle guerre froide contre la Chine.

C'est aussi dans cet esprit que l'OTAN a été créée après la Seconde Guerre mondiale : comme instrument de la guerre froide.

À l'époque, deux visions s'opposaient. D'une part, des organisations proclamaient : «Plus jamais la guerre ! Vers une sécurité collective.»

Cela signifie : je ne suis en sécurité que si tu l'es aussi. Il s'agit d'une sécurité avec l'autre, et non contre l'autre. C'est dans cette logique qu'ont été créées les Nations Unies, puis l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe. Il s'agit du principe de sécurité collective.

De l'autre côté, certaines organisations prônaient la défense collective : la défense des partenaires d'une alliance militaire. Cela signifie : d'abord notre propre sécurité. Ce qui implique un adversaire. Il s'agit dans ce cas d'une logique militaire, une logique de guerre. C'est de cette vision qu'est née l'OTAN en 1949 : douze pays qui se sont rassemblés sous la direction des États-Unis.

L'OTAN n'est pas une communauté de démocraties et n'a pas pour raison d'être de défendre la démocratie. Il suffit de voir qui en sont les membres fondateurs. Il s'agissait principalement de puissances coloniales telles que le Royaume-Uni, la France et la Belgique, qui voulaient protéger leur domination sur « leurs colonies ».

Une dictature fasciste n'a jamais constitué un obstacle à l'adhésion à l'OTAN non plus. Le Portugal a été un membre fondateur de l'OTAN sous la dictature de Salazar jusqu'en 1974, et l'OTAN a soutenu Salazar et ses guerres coloniales sanglantes en Angola et au Mozambique contre vents et marées.

La Grèce était membre de l'OTAN pendant les sept années du régime dictatorial des colonels. La Turquie était membre de l'OTAN lors des pogroms contre les résidents grecs d'Istanbul en 1955 et lors des coups d'État militaires de 1960, 1971 et 1980.

Non, l'OTAN n'est pas une communauté de démocraties et sa raison d'être n'est pas de défendre la démocratie.

3. « KEEP THE SOVIET UNION OUT, THE AMERICANS IN AND THE GERMANS DOWN »¹⁶

L'OTAN a vu le jour à l'aube de la guerre froide. En 1949, douze pays - la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni et les États-Unis - ont signé le traité de l'Atlantique Nord. Ce faisant, ils se sont unis au sein d'une alliance militaire dans le but de se défendre contre l'Union soviétique. Tel était du moins l'objectif déclaré.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe s'est retrouvée complètement dévastée. Les communistes jouissaient d'une grande popularité dans de nombreux pays en raison de leur participation à la résistance contre le fascisme et du rôle joué par l'Union soviétique dans la victoire sur l'Allemagne nazie. En France, en Autriche et en Belgique, les communistes faisaient également partie du premier gouvernement d'après-guerre. En France, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays européens, une autre crainte régnait à cette époque : celle d'une résurgence militaire de l'Allemagne. Ces pays avaient, en effet, déjà vécu une situation similaire au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Le premier secrétaire général de l'OTAN, Lord Hastings Lionel Ismay, a succinctement résumé la stratégie de l'alliance : « Garder l'URSS à l'extérieur, les États-Unis à l'intérieur et les Allemands sous tutelle. »

- « Garder l'Union soviétique à l'extérieur » : l'objectif officiel. Cela n'avait que peu de rapport avec le fait de se défendre contre une invasion imminente. Après la Seconde Guerre mondiale, une invasion soviétique était impossible. La guerre d'occupation nazie avait laissé le pays et l'industrie en ruines, et l'Union soviétique comptait 27 millions de victimes, soit le plus grand nombre de victimes de toute la guerre mondiale. Il ne s'agissait donc pas d'une menace, mais bien d'anticommunisme. La soi-disant « menace soviétique » était « une menace utile » pour inciter la population à s'opposer au communisme.
- « Garder l'Allemagne sous tutelle » : les anciennes puissances impérialistes devaient rester des alliés subordonnés des États-Unis, une vision que les États-Unis souhaitaient également imposer à l'ensemble de l'Eurasie, en particulier au Japon, cet autre pays fasciste vaincu lors de la Seconde Guerre mondiale.
- La devise « Garder les États-Unis à l'intérieur » était cruciale pour l'établissement de la Pax Americana. Elle a servi à soumettre les Européens, à empêcher la création d'une armée continentale européenne et à asseoir l'hégémonie des États-Unis dans la région.

Dès le début, l'alliance a été un instrument destiné à soumettre ses membres aux intérêts des États-Unis. Quand bien même l'entraide mutuelle figurait au cœur du traité, il est assez évident qu'au moment

de la création de l'OTAN, les États-Unis ne comptaient guère sur l'aide des autres partenaires de l'alliance pour assurer leur défense collective. Cela n'était pas non plus possible, dans la mesure où les forces armées et les économies européennes se trouvaient particulièrement affaiblies après la Seconde Guerre mondiale, et où les États-Unis sortaient grands vainqueurs du conflit.

Washington avait un autre objectif en tête. Les États-Unis souhaitent, par le biais de l'OTAN, s'imposer comme la puissance dominante incontestée dans les questions de politique étrangère et de sécurité des partenaires de l'alliance - une Pax Americana. Dès le début, le rapport de force militaire était trop inégal pour permettre un véritable partenariat. Par ailleurs, en vertu du traité, le commandement suprême de toutes les opérations de l'OTAN est toujours attribué à un général américain.

Au cours de la même période, les États-Unis ont conclu des alliances militaires similaires partout dans le monde, toujours avec deux objectifs en tête : la domination des forces socialistes, communistes et décoloniales et l'exercice d'une influence sur les gouvernements du monde entier. C'est également là que furent établies les fondations des 800 bases militaires que les États-Unis possèdent à ce jour à travers le monde, loin de leurs frontières et surtout à proximité de l'Union soviétique et de la Chine.

En réalité, le pacte de l'OTAN répondait à trois objectifs officiels, mais essentiels, qui ont façonné la vision du monde pendant la guerre froide :

- 1 Empêcher la montée de la gauche en Europe occidentale. Les États-Unis ont mis en place un programme anticomuniste systématique visant à affaiblir les puissants partis communistes français et italien, à diviser les syndicats unitaires de gauche issus de la Seconde Guerre mondiale et à soutenir les forces situées le plus à droite de l'échiquier politique. De même, en Italie, en Belgique et en Allemagne, des «réseaux stay-behind», connus sous le nom de Gladio, composés de paramilitaires prêts à intervenir pour arrêter les communistes, ont été mis en place. Par la suite, des commissions d'enquête parlementaires en Italie, en Belgique et également en Suisse ont prouvé l'existence effective des réseaux stay-behind.
- 2 Contrôler et contenir le bloc socialiste et renverser les gouvernements démocratiquement élus considérés comme trop à gauche.

C'est ainsi que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont orchestré un coup d'État en Iran (1953) dans le but de renverser le Premier ministre démocratiquement élu Mohammad Mossadegh, après que celui-ci eut nationalisé l'industrie pétrolière.

- 3 Prévenir l'accession au pouvoir des mouvements de libération nationale en Afrique et en Asie. Cela s'est notamment manifesté par le soutien apporté par l'OTAN aux guerres coloniales sanglantes du Portugal (au Mozambique et en Angola), de la France (en Algérie, 1954-1962) et de la Grande-Bretagne (au Kenya et en Malaisie).

Après la Seconde Guerre mondiale, il était clair que les États-Unis ne toléreraient aucune dissidence dans le monde. Du Vietnam à l'Indonésie, de l'Afghanistan au Congo, du Guatemala au Brésil : les guerres coloniales et les coups d'État ont fait des dizaines de millions de morts. Comme le soulignait l'historien britannique Eric Hobsbawm, la violence - tant réelle que latente - pouvait «raisonnablement être considérée comme une troisième guerre mondiale, quoique très particulière».

4. LES GUERRES DE L'OTAN

Avec la chute du mur de Berlin, l'OTAN s'est trouvée à un point de rupture historique. L'adversaire initial ayant disparu, la raison d'être officielle de l'alliance était remise en question. Au lieu de se dissoudre, l'OTAN a opté pour une stratégie différente.

La recherche d'une nouvelle mission a été clairement formulée par Madeleine Albright, alors secrétaire d'État des États-Unis, en 1997 :

«Il s'agit d'arrêter la propagation des armes nucléaires, chimiques et biologiques. Il s'agit d'éteindre la combinaison combustible de la technologie et de la terreur, la possibilité - aussi impensable que cela puisse paraître - que des armes de destruction massive tombent entre les mains de personnes qui n'ont aucun scrupule à les utiliser. Cette menace provient principalement du Moyen-Orient et d'Eurasie, ce qui signifie que l'Europe est particulièrement exposée.»

Pour y parvenir, il n'était pas nécessaire de faire appel aux Nations Unies, encore moins au droit international. Non, cette tâche incomberait désormais à une OTAN renouvelée. Pratique, d'autant que l'OTAN

pourrait désormais être appelée à intervenir en dehors de l'Europe pour «protéger l'Europe». On parle désormais d'«opérations ne relevant pas de l'article 5».

Sous le drapeau de l'OTAN et sous le couvert d'«interventions humanitaires» et d'«opérations de paix», des interventions peuvent désormais être officiellement menées en dehors de son propre territoire («hors zone»), ce qui n'était pas du tout prévu dans le traité initial. Les armées ont été restructurées et recentrées autour de la capacité d'intervention. De cette manière, l'OTAN s'est transformée en un instrument destiné à protéger le modèle de mondialisation et de néolibéralisme américain contre tout opposant potentiel. L'OTAN a ainsi été adaptée en fonction des besoins des grandes multinationales des États-Unis et d'Europe.

Revenons brièvement sur les trois principales guerres «hors-zone» de l'OTAN :

→ République fédérale de Yougoslavie (1999) : La première grande guerre «hors zone» de l'OTAN a été menée sans mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies et était donc illégale au regard du droit international. Des bombardements ont été effectués pendant 78 jours sous le couvert d'une «intervention humanitaire».

La raison officielle était le refus des dirigeants serbes de signer les accords de Rambouillet. Or, ces accords permettaient à l'OTAN d'autoriser 30 000 de ses troupes à opérer à travers la Serbie. Toute nation qui se respecte aurait refusé.

Même Henry Kissinger a déclaré que Rambouillet était une provocation. L'opération a donné lieu à des crimes de guerre, tels que le bombardement d'une station de télévision, de l'ambassade de Chine, d'hôpitaux et d'écoles. Des soldats allemands sont descendus sur Belgrade pour la troisième fois au cours du XX^e siècle. Douze chasseurs-bombardiers F-16 belges ont participé aux opérations. Le chancelier allemand de l'époque, Gerhard Schröder, a reconnu plus tard que son gouvernement avait violé le droit international avec cette guerre. Aujourd'hui encore, des soldats de l'OTAN sont stationnés dans la région.

→ Afghanistan (2001-2021) : Après les attentats du 11 septembre 2001, l'article 5 de l'OTAN a été invoqué pour la première fois. Paradoxalement, cela a conduit à une guerre de vingt ans bien au-delà

du territoire de l'OTAN. La guerre a coûté la vie à plus de 200 000 civils et s'est soldée par un échec, avec le retour des talibans, le groupe que l'on souhaitait initialement chasser. Là aussi, des crimes de guerre ont été commis en toute impunité, comme l'attaque menée par l'armée des États-Unis contre un hôpital de Médecins sans frontières à Kunduz.

→ Libye (2011) : L'OTAN est intervenue en Libye avec un mandat de l'ONU qui avait officiellement pour but de protéger la population civile et d'établir une zone d'exclusion aérienne. La Belgique a participé à l'intervention de l'OTAN avec six F-16. Dans la pratique, le mandat de l'ONU a été détourné pour apporter un soutien aérien à l'opposition armée en vue de renverser le régime de Kadhafi. Pieter De Crem et le Premier ministre Yves Leterme (CD&V) ont dû l'admettre explicitement par la suite. Au lieu de conduire à la stabilité, l'intervention a déclenché une guerre civile dévastatrice et a déstabilisé toute la région du Sahel jusqu'à ce jour.

5. L'EXPANSION DE L'OTAN VERS L'EST DE L'EUROPE

Suite au démantèlement du Pacte de Varsovie, l'OTAN a refusé tout rapprochement avec la Russie et a intégré à l'alliance d'anciens pays du Pacte de Varsovie et des républiques soviétiques, repoussant ainsi ses frontières militaires vers l'est, en direction de la Russie.

La fin de la guerre froide ouvrait la voie à une nouvelle architecture de sécurité commune en Europe. En échange de la réunification de l'Allemagne, il a été promis que l'OTAN ne s'étendrait «not one inch eastward» («pas d'un pouce vers l'est»).

Cependant, après la chute de l'Union soviétique, l'OTAN a adopté une approche diamétralement opposée.

Au mépris des promesses faites, l'OTAN a commencé son avancée progressive vers l'est. Les premiers pas ont été annoncés lors du sommet de Madrid (1997) et, en 1999, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne ont formellement adhéré à l'alliance. L'expansion la plus importante a eu lieu en 2004, lorsque la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et, surtout, les anciennes républiques soviétiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie sont devenues membres,

plaçant ainsi l'OTAN directement à la frontière russe. Au cours des années suivantes, l'expansion s'est poursuivie avec l'adhésion de l'Albanie et de la Croatie (2009), du Monténégro (2017) et de la Macédoine du Nord (2020).

Les États-Unis cherchaient à empêcher l'émergence d'un nouveau rival sur le continent eurasiatique et à s'imposer comme la puissance hégémonique incontestée en Europe. L'élargissement de l'OTAN était l'arme de choix pour y parvenir. L'élargissement de l'OTAN vers l'est devait précéder l'élargissement de l'Union européenne afin de garantir l'hégémonie des États-Unis en Europe de l'Est. Le bombardement de la Yougoslavie en 1999 a envoyé un message clair aux pays d'Europe de l'Est : vous êtes avec nous ou contre nous.

Le gouvernement des États-Unis comptait sur d'importantes commandes pour sa propre industrie de la défense. Les nouveaux membres sont tenus de moderniser leurs armées selon les normes de l'OTAN, ce qui signifie de facto l'achat d'armes occidentales, et en particulier américaines. Une opportunité en or pour l'industrie américaine de l'armement. Car avec la fin de la guerre froide, celle-ci craignait un « dividende de la paix », c'est-à-dire un désarmement massif une fois que la « menace » soviétique aurait disparu.

Le Comité pour l'élargissement de l'OTAN (US Committee to Enlarge NATO), organisme américain lui-même présidé par un vice-président du fabricant d'armes Lockheed Martin, a dépensé des millions pour convaincre le Congrès américain de plaider en faveur d'une nouvelle expansion de l'OTAN. Une telle expansion signifiait simultanément l'expansion du marché de l'armement pour Boeing, Lockheed Martin, McDonnell Douglas, Northrop Grumman, Raytheon et Textron (surnommés à l'époque les « Big Six », tous basés aux États-Unis).

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont bloqué une éventuelle adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie pas plus tard qu'en 2008. Ils craignaient que cela ne provoque inutilement la Russie sans pour autant renforcer la sécurité en Europe. Les États-Unis ont néanmoins continué à faire pression et l'Ukraine s'est finalement vu promettre l'adhésion, toutefois sans calendrier concret. Cela aussi en dit long sur l'équilibre des forces au sein de l'OTAN.

6. L'ENCERCLEMENT DE LA CHINE : LE PRINCIPE DE LA GRENOUILLE ÉBOUILLANTÉE

Le sommet de l'OTAN de 2022 à Madrid a constitué un nouveau point de bascule. Dans le nouveau « concept stratégique », la Chine est qualifiée pour la première fois de « concurrent stratégique » qui « chercherait à saper l'ordre international fondé sur des règles. » Cette nouvelle orientation n'a pas grand-chose à voir avec les intérêts de l'Europe en matière de sécurité et de défense, mais tout à voir avec les priorités géopolitiques des États-Unis et leur réorientation vers la Chine depuis le « pivot vers l'Asie » décrété par Obama en 2009.

La stratégie visant à contenir la Chine suit une double voie. D'une part, l'OTAN renforce ses liens avec des partenaires stratégiques tels que l'Australie, le Japon, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande (AP4, ou partenaires de l'Asie-Pacifique), qui sont désormais régulièrement invités aux sommets de l'OTAN. Les programmes de partenariat prévoient une coopération intense dans toute une série de domaines militaires. Ils traitent notamment de l'interopérabilité des forces et des systèmes d'armement des pays participants. Il s'agit donc de la capacité à coopérer en cas de guerre ou d'autres formes de conflit.

D'autre part, parallèlement à l'OTAN, les États-Unis construisent un réseau d'alliances militaires bilatérales et plurilatérales. Les plus connues sont AUKUS (avec le Royaume-Uni et l'Australie pour la construction de sous-marins à capacité nucléaire), Five Eyes (un réseau de services de renseignement liés par des accords secrets, composé de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis, qui partage des renseignements avec l'OTAN et Israël), Quad (avec le Japon, l'Australie et l'Inde) et l'alliance Japon-Corée du Sud-États-Unis (JAKUS).

Toutes ces alliances visent spécifiquement la Chine. Parallèlement, l'OTAN déploie de plus en plus de navires de guerre dans la région pour des patrouilles et des exercices. On peut parler de « diplomatie de la canonnière ».

Cette approche n'est pas nouvelle. L'expansion de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie a suivi le principe de la « grenouille ébouillante ». Il ne faut pas augmenter la température d'un seul coup, mais petit à petit, afin que la grenouille ne se sente pas cuire lentement. Ainsi, pas

à pas, l'OTAN a poursuivi son avancée vers l'Europe de l'Est. Il en va de même actuellement en Asie. Afin de contenir la Chine, l'OTAN resserre progressivement ses liens avec les pays voisins de la Chine.

L'expansion de l'OTAN en Asie ressemble de manière préoccupante à celle observée en Europe de l'Est, où le Japon et la Corée du Sud sont en première ligne face à la Chine, à l'instar de la Pologne, des États baltes et de l'Allemagne face à la Russie. De leur côté, les États-Unis disposent de treize bases militaires au Japon et de sept bases militaires en Corée du Sud.

Une fois de plus, les intérêts sécuritaires d'une grande puissance sont ignorés, en particulier en ce qui concerne la « ligne rouge » que la Chine elle-même a tracée : la question de Taïwan. En armant Taiwan et en la traitant comme un « allié majeur non membre de l'OTAN », les États-Unis poursuivent une politique provocatrice qui augmente considérablement le risque d'un conflit, où Taïwan deviendrait « l'Ukraine de l'Asie ». Washington a également envoyé des forces militaires sur les îles taïwanaises de Kinmen et Pengu, qui se trouvent à portée de vue de la Chine continentale. Cela ne peut qu'accroître l'escalade.

Il va sans dire que les États-Unis eux-mêmes ne toléreraient jamais une telle chose à leurs propres frontières ou dans leurs eaux. Washington clame haut et fort que l'encerclement de la Chine a pour but de prévenir une menace militaire.

Mais ce sont les États-Unis qui disposent de 450 bases militaires dans la région, du Japon à l'Australie. La véritable menace que la Chine fait peser sur les élites américaines n'est pas tant militaire que le fait qu'elle conteste la domination des États-Unis sur le plan économique.

Conclusion

La situation est désormais claire comme de l'eau de roche pour une grande partie de la population mondiale : l'OTAN n'est pas une alliance défensive dévouée à la paix, mais une machine de guerre destinée à perpétuer la politique de domination mondiale des États-Unis. Une machine de guerre qui entraîne nos pays dans des conflits ruineux et destructeurs.

L'insistance sur une « norme Trump » de 5% du PIB pour les dépenses de défense est une escroquerie flagrante, conçue pour alimenter le complexe militaro-industriel américain et permettre aux États-Unis d'intensifier leur confrontation géopolitique avec la Chine.

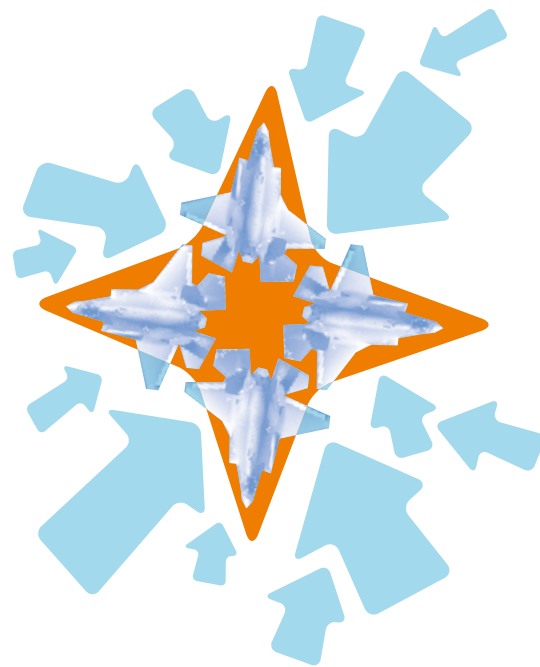
Cette exigence absurde, qui ne constitue en rien une obligation juridiquement contraignante, menace d'entraîner le démantèlement de nos systèmes de sécurité sociale et d'affaiblir considérablement nos retraites, nos soins de santé et nos allocations familiales. Alors même que l'OTAN gère déjà d'énormes budgets militaires et que, même en excluant cette augmentation, elle dépense douze fois plus que la Russie et quatre fois et demie plus que la Chine.

Nous sommes menés en bateau. L'histoire nous montre que l'OTAN a toujours agi comme une puissance agressive, soutenant des dictatures et des guerres coloniales, menant des interventions illégales « hors zone » qui déstabilisent des régions et font d'innombrables victimes. Sa politique expansionniste, notamment vers l'Europe de l'Est et désormais l'encerclement de la Chine, provoque des tensions et augmente le risque de conflits mondiaux, qui ne profitent qu'à l'industrie de l'armement et à l'agenda géopolitique des États-Unis.

La sécurité de nos citoyens ne réside pas dans l'escalade de la course aux armements ou dans la soumission aveugle aux intérêts étrangers, mais dans l'investissement dans nos communautés, le renforcement de nos filets de sécurité sociale et la recherche d'une paix véritable par la diplomatie et la coopération.

Faisons en sorte que notre avenir repose sur la sécurité sociale et non sur la guerre. Nous ne devons rien à cette machine de guerre.

- 1 NATO, Building a better NATO, discours du secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte à Chatham House – Londres, Royaume-Uni, le 9 juin 2025 : www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_235867.htm
- 2 Ibidem
- 3 Donald Trump signe des décrets dans le Bureau ovale – 23 janvier 2025. www.youtube.com/watch?v=oWaB3oyb8hA
- 4 EN DIRECT : Le secrétaire à la défense Pete Hegseth s'exprime lors du Shangri-La Dialogue 2025 à Singapour. 30 mai 2025 : www.youtube.com/watch?v=3HIFjQcLaPI
- 5 Building a better NATO – discours du secrétaire général de l'OTAN à Chatham House, 9 JUIN 2025 : www.youtube.com/watch?v=IYiE82ufdHM
- 6 Ibidem
- 7 Ibidem
- 8 Sous-secrétaire adjoint à la défense Elbridge Colby (@USDPColby) sur X, le 28 mai 2025, <https://x.com/USDPColby/status/1927724378113901043>
- 9 Sous-secrétaire adjoint à la défense Elbridge Colby (@USDPColby) sur X, le 31 mai 2025, <https://x.com/USDPColby/status/1928652595930747038>
- 10 VRT, De Afspraak, vendredi 6 juin 2025.
- 11 Villa Politica, session plénière du Parlement fédéral, 12 juin 2025 : www.vrt.be/vrtmax/a-z/villa-politica/2025/villa-politica-d20250612-a39-villa-politica/
- 12 <https://x.com/HatsOfffff/status/1930264229610664215>
- 13 EN DIRECT : Le secrétaire à la défense Pete Hegseth s'exprime lors du Shangri-La Dialogue 2025 à Singapour. 30 mai 2025 : www.youtube.com/watch?v=3HIFjQcLaPI
- 14 Ibidem
- 15 Building a better NATO – discours du secrétaire général de l'OTAN à Chatham House, 9 JUIN 2025. www.youtube.com/watch?v=IYiE82ufdHM
- 16 « Garder l'Union soviétique à l'extérieur, les États-Unis à l'intérieur et les Allemands sous tutelle »



Abonnements, en ligne

www.lavamedia.be/fr/abo



Classique

50€/an

Quatre numéros par an
+ accès illimité
à la version digitale

Digital

30€/an

Une année
d'accès illimité
à la version digitale

Soutien & hauts revenus

85€/an

Quatre numéros par an
+ accès illimité
à la version digitale

Bibliothèques & organisations

85€/an

Quatre numéros par an
+ accès illimité
à la version digitale

[facebook.com/
LavaRevue](https://facebook.com/LavaRevue)

[instagram.com/
Lava_Revue](https://instagram.com/Lava_Revue)

[x.com/
LavaMediaBe](https://x.com/LavaMediaBe)

[bluesky
lavamediabe.bsky.social](https://bluesky.lavamediabe.bsky.social)



www.lavamedia.be

Le monde bascule.

Tout change rapidement et ça peut partir dans tous les sens. Nous avons besoin d'une nouvelle société, par et pour les gens, et qui ne soit pas guidée par la soif de profit.

Dans ce **nouveau podcast** mensuel, Peter Mertens, secrétaire général du PTB, prend le temps de creuser et de regarder dans les coulisses du pouvoir.



Écoutez et
abonnez-vous
gratuitement
← ici

**TOUT
BASCULE**

**AVEC
PETER
MERTENS**

UN PODCAST
FAKTO

